

Déclaration des partenaires sociaux en faveur d'une Europe sociale, économique et environnementale forte

Introduction

- Le projet européen a permis, grâce à la construction d'une union économique, de créer une ère de paix et réaliser des avancées significatives en matière économique mais aussi sociale et environnementale.
- Mais les différentes crises que les pays européens ont affrontées ces dernières années ont révélé des failles de la solidarité européenne ainsi que l'ampleur des divergences entre les Etats membres.
- La croissance retrouvée et un taux d'emploi en constante progression ces cinq dernières années masquent des déséquilibres entre Etats de l'Union européenne et au sein même des pays membres ; il y a, de ce fait, un déséquilibre entre la dimension économique et la dimension sociale du projet européen. Cette situation se traduit par la montée de mouvements populistes et eurosceptiques accompagnée d'une crise du projet européen : celui d'une Europe de prospérité, de paix, accueillante, ouverte, durable, démocratique et qui offre une perspective de progrès à tous ses citoyens.
- Demain, si les Européens veulent continuer à porter les valeurs de « Dignité humaine, Liberté, Démocratie, Égalité, État de droit et Droits de l'Homme » qui font le ciment de cette Union, l'Europe doit demeurer celle qui¹ :
 - Promeut la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples ;
 - Offre un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures ;
 - Promeut le développement durable fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive garantissant le plein-emploi et le progrès social ainsi que la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement ;
 - Lutte contre l'exclusion sociale et la discrimination en faveur de la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant ;
 - Encourage le progrès technologique et scientifique ;
 - Promeut la cohésion économique, sociale et territoriale et la solidarité entre les États membres ;

¹ Cf. article 3 du Traité sur l'Union européenne.

- Respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique ;
- Etablit une union économique et monétaire dont la monnaie est l'euro ;
- Défend, dans ses relations avec le reste du monde, ses valeurs afin de contribuer à la paix, au développement durable de la planète, à la solidarité, au commerce libre et équitable, à la lutte contre la pauvreté.

La poursuite de ces objectifs et la réponse aux attentes économiques, environnementales et sociales de nos concitoyens exigent l'approfondissement et la réforme du projet européen pour une meilleure intégration entre les différentes dimensions.

Nous, partenaires sociaux, affirmons notre engagement en faveur d'une Europe sociale, économique et environnementale forte pour ...

a) Réduire les inégalités entre les citoyens et entre les territoires :

Alors que l'économie européenne s'est globalement redressée depuis la dernière crise financière, des disparités subsistent entre les territoires et à l'intérieur de ceux-ci. Or, si l'on veut que tous les citoyens mesurent, au plus près de leur quotidien, l'intérêt et la nécessité du projet européen, il est impératif, pour des raisons d'efficacité mais aussi de légitimité politique, d'équilibrer les dimensions économique, sociale et environnementale. Aucune région, aucun territoire ne doit être oublié par les politiques européennes. Aucun citoyen européen ne devrait être désavantagé parce qu'il vit dans une région plutôt qu'une autre.

Tel est l'enjeu de la politique européenne de cohésion territoriale : garantir un développement économique et social équilibré et durable ; transformer les engagements et orientations politiques européennes en actes réels, au plus près des territoires et des citoyens.

Sur le plan social, il s'agit notamment de traduire les principes de la proclamation solennelle du socle européen de droits sociaux (conditions de travail, conciliation vie privée et professionnelle, accès à la protection sociale...) en mesures concrètes pour tous les travailleurs européens, quel que soit le statut de leur emploi via la mise en œuvre effective des politiques européennes et des conclusions du dialogue social européen. Il s'agit aussi de rendre plus lisibles et plus efficaces les outils et financements européens de cohésion économique et sociale afin de créer les conditions de développement partout sur le territoire européen.

Par ailleurs, rien ne sera possible sans un développement durable des entreprises dans les territoires. Il est donc nécessaire de garantir un environnement économique loyal et stable, notamment adapté aux TPE-PME : ceci exige par exemple de lutter contre les concurrences déloyales, de garantir l'équité fiscale, de renforcer les mécanismes de prévention de crise ... A l'échelle européenne, ces exigences passent notamment par une meilleure coordination européenne des politiques économiques nationales et une plus grande solidarité entre les pays.

b) Relever les enjeux des transitions :

Les mutations écologiques et technologiques entraînent d'importants changements qu'il est nécessaire d'anticiper sur le plan social comme économique, à l'échelle européenne comme internationale. La mobilité, les modes de production et de consommation, la protection sociale (logement, santé, pauvreté, vieillissement, famille), la formation, les

métiers... sont autant de domaines dans lesquels les mutations technologiques et les enjeux environnementaux viennent modifier profondément la donne.

L'indépendance de l'Union européenne, sa compétitivité, sa solidarité et *in fine* la défense de ses valeurs ne peuvent passer que par des politiques européennes :

- Ambitieuses. C'est-à-dire qui ne se limitent pas à réparer les conséquences liées à la mondialisation mais qui anticipent et accompagnent les mutations technologiques et environnementales avec un budget à la hauteur des enjeux. Et qui associent davantage les régions à la mise en œuvre des investissements stratégiques (infrastructures, recherche et développement, compétences...).
- Équilibrées. C'est-à-dire vigilantes à la cohérence des mesures sectorielles et à leurs conséquences. Et faisant la promotion des normes sociales et environnementales internationales (normes internationales du travail, Accord de Paris sur le Climat, les principes directeurs de l'OCDE, Objectifs du Développement durable...).
- Coordonnées. C'est-à-dire qui assurent une meilleure articulation et synergie des stratégies énergétiques nationales et d'accès aux matières premières et améliorent l'indépendance de l'Europe.
- Équitables. C'est-à-dire soucieuses de conditions de concurrence loyale sur le plan européen et international (fiscalité, droit du travail, politique commerciale...).

C) *Faire de l'Europe, un atout pour la France dans le monde :*

- Aujourd'hui, l'Europe est la région du monde avec les systèmes sociaux les plus développés. Les Européens sont profondément attachés à leur modèle social qui doit être durable. Or, celui-ci est soumis à une concurrence mondiale difficile. Le défi consiste donc à lutter contre des pratiques déloyales, notamment le dumping social, économique et environnemental.
- Nous devons renforcer l'attractivité de l'Europe en tant que lieu d'investissement et de création d'emplois. Nous devons faire mieux en termes de productivité, de croissance et d'emploi.
- Aussi, pour que l'Europe soit forte sur la scène internationale et affirme sa souveraineté (c'est-à-dire son autonomie stratégique et son indépendance, notamment face aux États-Unis et à la Chine), il est nécessaire que l'Europe se réforme pour anticiper les changements. Cela passe par :
 - Une politique commerciale fondée sur une meilleure réciprocité et la promotion de ses exigences en matière de développement durable ;
 - Un leadership en matière de régulation mondiale, notamment financière et fiscale ;
 - La mise en œuvre d'une stratégie économique et technologique (énergie, matières premières, industrie, monnaie, innovation, numérique...) pour assurer son indépendance et protéger ses citoyens ;
 - Le développement des politiques d'intégration par la voie économique ;
 - La mise en œuvre d'une véritable politique d'immigration respectueuse de la dignité et des droits fondamentaux de l'Homme.

Notre engagement en faveur d'une Europe sociale, économique et environnementale forte passe par une écoute plus attentive de nos concitoyens et un débat de fond, pour partager ensemble les enjeux et la nécessité du projet européen, et reposant sur :

- Un meilleur dialogue social national et européen pour incarner un modèle économique et social, responsable, fort et ambitieux et ;
- Des élus responsables, représentatifs de nos attentes et pleinement investis sur le projet européen.

Conclusion

Nous, partenaires sociaux, prenons nos responsabilités en nous engageant à rapprocher l'Union européenne et les citoyens.

Nous, partenaires sociaux, portons le débat européen au sein de nos organisations respectives, auprès des citoyens et des décideurs politiques nationaux comme européens.

Les élections européennes représentant un moment démocratique clé pour l'avenir du projet européen et pour chacun des pays, nous appelons les citoyens à se mobiliser et à voter pour soutenir les valeurs fondamentales de l'Union européenne.